



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

NUMÉRO 118
13 OCTOBRE 1962

0,40 NF

- Le "non"
du P.S.U.
(Page 3)
- Récit d'un
licenciement
(Page 4)
- La leçon
d'Oxford
(Page 5)
- L'Amérique
latine
(Page 8)

Souscription électorale

Le P.S.U. est riche de dévouement, de foi, d'ardeur combattive.

Il est matériellement pauvre.

Il a besoin de ses amis, de ses militants pour mener une rude bataille contre le pouvoir personnel et tous les conservateurs avoués ou honteux.

Répondez à notre appel. Envoyez votre obole à Maurice Klein, 37, rue de Trévise, Paris-9^e (C.C.P. 4435-35 Paris).

Répandez partout des listes de souscription. Faites des collectes. Ne perdez pas de temps. Donnez-nous les munitions qui nous sont indispensables.

Merci à tous.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire national du P.S.U.
Maurice KLEIN,
Trésorier national du P.S.U.



(Agi.p.)

Après Debré, congédié par de Gaulle, Pompidou, congédié par l'Assemblée nationale mais toujours en place, la crise ministérielle sera-t-elle transformée en crise du régime ?

Les élections à la R.T.F.

TOUT le monde connaît l'« objectivité » telle que la conçoit la direction gaulliste de la R.T.F. Aussi, instruits par l'expérience, les journalistes républicains de la radio et de la télévision (il y en a encore, et plus qu'on ne croit) ont-ils pris cette fois les devants.

Un communiqué contresigné par leurs six représentants à la commission paritaire (2 délégués du syndicat des Journalistes de radio et de télé, 2 de Force Ouvrière et 2 de la C.F.T.C.) rappelle fort à propos les termes de l'art. 5 du statut de la R.T.F. concernant les lois de l'objectivité et de la morale professionnelle. Le communiqué ajoute qu'en cas de conflit en ce domaine avec la direction ou ses représentants, les journalistes sont invités à saisir aussitôt la commission paritaire.

Nul doute que la direction gaulliste emploiera tous les moyens de pression sur les journalistes au cours des semaines à venir pour servir sa propagande partisane. Mais les journalistes libres ne sont pas décidés à se laisser faire.

Demandez "la Crise"

Le refus de l'Assemblée d'accepter que la réforme de la Constitution ne soit pas d'abord soumise à son examen a été annoncé par les journaux.

La hauteur de la manchette était liée à un sentiment plus ou moins vif.

L'Aurore a lancé « La Crise » sur toute la demi-hauteur. Ce fut alarmant à en pleurer : huit centimètres.

L'Humanité et Libération, plus calmes, exposèrent en petits caractères les circonstances de la crise : le vote de la motion de censure.

Les lecteurs de L'Aurore doivent avoir l'habitude de regarder la politique de très loin.

Le "ministre des consommateurs" s'en va

LE sieur Missoffe, ex-secrétaire d'Etat au Commerce, va partir beaucoup plus discrètement qu'il n'est entré dans son bureau du quai Branly. Il n'y a pas de quoi pavoiser, en effet. Nous avons montré l'année dernière, à la même époque, pourquoi la fameuse guerre contre les bouchers échouerait nécessairement. Les ménagères jugeront si nous nous sommes trompés. Non seulement le prix de la viande n'a pas baissé, mais les réformes de structures envisagées ont toutes avorté et cependant elles paraissent de bonnes intentions. Mais que peuvent les bonnes intentions contre le système ?

Finalement, les professionnels ont gagné sur toute la ligne : les chevillards ont fait tomber les projets de taxation au stade de gros (et en même temps plusieurs conseillers ou membres du cabinet), les bouchers détaillants retrouvent enfin la liberté des prix en échange d'une vague convention dépourvue de toute sanction et dont la naïveté fait le délice des experts.

Pendant ce temps-là, les producteurs attendent toujours les réformes promises (notamment la réforme des marchés de vif) et les consommateurs mettent la main à la poche. Quant à la Villette, son maintien paraît décidé malgré l'unanimité des critiques (hormis bien entendu les petits amis de la Société d'économie mixte, en particulier ceux du Conseil municipal).

Même succès éclatant dans le sec-

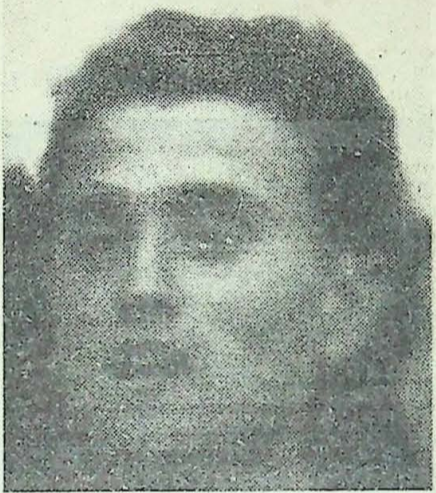
teur des fruits et légumes, du poisson, etc.

Alors, les intermédiaires peuvent dormir en paix. S'ils avaient un atome de reconnaissance, ils voteraient U.N.R. « LEVER ».

Les Princes du corps

L'INCONVENIENT de la formule d'hebdomadaire de Carrefour, c'est de se trouver à la rencontre de toutes les idées. Il faut choisir entre elles. Carrefour a choisi, pour la mettre, en exégèse, sur la couverture de son numéro du 4 octobre, celle-ci :

« Les athlètes français viennent de triompher pour la première fois, depuis 1926, de leurs camarades allemands. Est-ce le début d'un redressement tant attendu, non seulement



Michel Jazy.

sportif, mais civique et, espérons-le, national ? »

Evidemment. Pourquoi pas aussi la revanche du nazisme à la française sur la démocratie à l'allemande ?

Comme cela, le culte de la force serait continué.

Malheureusement, la modestie des champions est connue. Et l'on surprendrait probablement beaucoup Gottvallès, Piquemal et Delacourt, Jazy ou Bernard en leur apprenant qu'ils « composent une nouvelle race qui a enfin compris que seules la foi et la discipline pouvaient sortir chaque Français et notre pays lui-même de l'abîme dont ils ont, des années durant, mesuré les profondeurs. »

"Le Figaro" face aux bourgeois

CE sont toujours des bourgeois qui me demandent : « Comment pouvez-vous donc écrire dans un journal aussi bourgeois ? » Voilà ce que l'on demande à Françoise Parturier aussitôt que son article est passé dans Le Figaro.

Nous ne lui avons, pour notre part, jamais posé cette question. Non que nous ne soyons pas des bourgeois, nous aussi, parce que nous ne connaissons pas Françoise Parturier.

Nous découvrons, en effet, que nous sommes bourgeois en lisant sa chronique : « Eloge de la bourgeoisie ».

« Nous avons des petites voitures — quand nous en avons — et de grandes idées ». Nous roulions en 2 chevaux ou nous marchions à pied quand nous voulions que l'Algérie soit indépendante au nom de la liberté et de la fraternité des peuples. Et elle l'est devenue. Et notre 2 chevaux marche tout de même.

Nous pensons aussi que « la misère fausse la pensée et que le luxe la tue ». C'est pourquoi nous voulons une répartition équitable des riches-

ses qui permette à tout un peuple d'avoir la même pensée. Ce qui nous éviterait les crises de plébiscite.

Nous aussi, nous sommes « insatisfaits, brimés par papa, occupant nos loisirs à nous distraire en même temps qu'à rager. Et, naturellement, nous sommes révolutionnaires. »

Tout comme notre jeune bourgeois dont vous nous décrivez, chère Francoise, avec tant de sollicitude la crise d'adolescence.

Mais notre papa à nous, c'est de Gaulle. Et ce papa-là, croyez-vous, c'est du papa. Du bourgeois qui tient debout. Comme votre papa à vous, il nous répond toujours : « Dès que tu en auras les moyens, tu feras ce que tu voudras... »

Seulement avec lui, les moyens, nous ne les aurons jamais. Et c'est cela qui nous énerve. Bien sûr nous nous direz que c'est un papa comme on n'en fait plus.

Nous l'espérons bien, et nous savons que vous l'espérez vous aussi, puisque ce sont des bourgeois qui vous demandent pourquoi vous écrivez dans le Figaro.

CAROLUS Bellus Consul

CANDIDE étudie le problème de la succession de de Gaulle à la présidence de la République. Il commence par sortir le costume du président de l'armoire et il retient les hommes dont la bonne tenue permettra qu'ils le portent. Sont ainsi possibles : Pinay, Debré, Mollet, Monnerville, Thorez, Pflimlin, Bédaut et Chaban-Delmas.

Tout se complique alors, parce que de Gaulle veut que son successeur porte une toge rouge : cette toge symboliserait son élection directe au suffrage universel.

Ainsi, la toge serait réduite au boléro, pour le président élu à 50 p. 100 (plus un) des suffrages. La cape rappellerait une élection à 75 p. 100. Et la toge tiendrait compte d'une élection à 90 p. 100.

Alors qui portera la toge ? Candide propose de Gaulle. Evidemment, mais il est si grand que la toge risque de lui arriver au-dessus du genou...

Le monarque et les professeurs

LES concours pour les agrégations de droit sont en train de se dérouler. Ainsi tous les deux ans à peu près à la même époque et l'événement ne mériterait pas d'être signalé s'il n'avait été marqué cette fois par une singulière démarche du pouvoir.

Le jury chargé du choix des épreuves avait donné comme sujet de dissertation « Le viol de la Constitution ».

En peu de temps, l'Elysée fut informé et en conçut une violente irritation. Première victime : Sudreau. Quoi, le ministre de l'Education nationale, qui déjà se permettait d'élever des objections au Conseil des ministres, n'était même pas capable d'imposer à l'Université le respect du régime ? Il fut convoqué et prié de faire d'aigres remontrances aux professeurs si audacieux.

Mal lui en prit d'exécuter les ordres élyséens. Ce fut lui qui s'entendit faire la leçon sur l'indépendance de l'Université.

On dit même que l'un de ses interlocuteurs lui aurait déclaré : « Croyez bien, monsieur le Ministre, que si nous n'avions pas voulu faire preuve de réserve, le sujet donné eût été différent. Au lieu de : « Le viol de la Constitution », nous aurions donné pour thème de réflexions aux candidats : « Le viol de la Constitution par le Président de la République ».

L'autre Jacques

Il y avait à l'U.N.R. deux Jacques, fermes soutiens du général de Gaulle dans la période conquérante de 1958 : Jacques le Lyonnais et Jacques le Bordelais.

Leur commune ferveur gaulliste ne les a point empêchés de suivre des routes fort divergentes.

L'un qui avait cru, ou feint de



Jacques Chaban-Delmas.

croire, que le maître l'avait vraiment compris et ferait triompher l'Algérie française, s'est transformé en peu de temps en conspirateur, dénonçant soudain le pouvoir dictatorial et prêchant de l'étranger le caractère sacré du tyrannicide.

L'autre, Jacques le Bordelais, plus habile et plus docile, a su conserver les avantages du pouvoir. A-t-il pour autant conservé la foi gaulliste ? Ce n'est plus sûr. De tous les féaux de l'U.N.R., il est le seul qui n'ait point donné de la voix pour approuver la nouvelle opération plébiscitaire. Debré parle, Frey parle, et Grandval, et Fouchet. Mais lui se tait obstinément. Gaulliste certes, mais prudent et attentif aux signes : quand on voit tant de gaullistes modèle 1958 s'empresse de passer au camp des opposants, quand on voit Edgar Faure changer son oui en non au cours de la même semaine, il faut sans doute aviser. Jacques de Bordeaux a si bien réussi à être successivement de la IV^e et de la V^e pourquoi n'essaierait-il pas d'être de la VI^e ?

Le billet de Jean Binot :

Le fond du problème

Où donc le brave soldat Pompidou tomba sans gloire sur le front parlementaire et sur le coup de cinq heures du matin, ce vendredi 5 octobre, cependant que son seigneur et maître, qui s'était allé coucher comme à l'accoutumée, se leva tôt pour y gagner Mourmelon où, tout le jour, il joua sans s'empêcher à la petite guerre, heureux de se retrouver « entre amis » (sic) et de s'ébattre dans cet « autre univers » (resic) qui sied à sa vraie nature.

Les photographes le montrent les mains aux poches, rayonnant comme un boy-scout le jour de grande sortie — et pareille attitude suscite deux ordres de soucis.

D'abord, est-il séant qu'un général de brigade, fût-il chef de l'Etat et parce qu'il l'est, arbore une allure si peu réglementaire en présence de tunitiques tellement plus étoilées que la sienne ? (Imaginez à sa place le soldat de 2^e classe René Coty et concluez vous-même...)

Ensuite convient-il de solliciter l'avis du Peuple Français — par référendum, cela va sans dire — pour savoir s'il y a lieu, ou non, vu son âge, de dégager le susdit de ses obligations militaires prolongées ?... Mais chaque référendum doit venir à son heure, l'objet du prochain étant, chacun le sait, de demander à ce peuple français si, à la faveur des grenouilles, il veut se donner un roi.

Un "NON" logique et efficace : celui du P.S.U.

LE P.S.U. est le seul parti qui n'a jamais répondu « oui » aux questions volontairement ambiguës posées par le général de Gaulle dans une série de plébiscites, camouflés en référendums. Il se réjouit des nombreux renforts qu'il reçoit chaque jour dans la bataille contre le pouvoir personnel, dont l'instauration date de 1958 et non d'octobre 1962. Peut-être manifeste-t-il un léger étonnement de voir des néophytes du « non », comme les conjurés de l'Alma et de la motion de censure, se déclarer prêts à le prolonger pendant la campagne électorale... et au-delà.

Ces Croisés du « non » évoquent le souvenir glorieux dans l'Histoire et dans la légende républicaine des 363 députés de 1877 qui, par leur cohésion, contraignirent Mac Mahon à se soumettre et à se démettre. Il faut être prudent en matière de réminiscences, et se garder des faux parallélismes. Aucun des 363 n'avait aidé Mac Mahon à s'emparer du pouvoir à la suite d'un coup de force, appuyé par des chefs militaires, ce qui leur donnait, pour combattre les prétentions du maréchal à la dictature, une autorité incontestée.

Tous les 280 — les 270 plus exactement, puisqu'on continue de frapper d'exclusive les communistes — sont loin d'être aussi inattaquables. Aucun des 363 ne se situait à la droite de Mac Mahon, tandis que... Enfin et surtout les problèmes politiques étaient presque les seuls à se poser au Parlement de 1877 où il n'y avait pas de groupe spécifiquement socialiste, l'extrême-gauche étant représentée par une poignée de radicaux socialisants comme Louis Blanc et Victor Hugo. Aujourd'hui, même si la spectaculaire bataille politique est mise en vedette, on sent bien que les questions économiques et sociales ne pourront pas être longtemps placées dans un réfrigérateur. Elles ne demanderont à personne la permission de se mettre à l'ordre

du jour. Socialistes et conservateurs, en dépit de tous les pactes conclus par leurs états-majors, s'opposeront alors inévitablement. M. Paul Reynaud peut, dans un joli mouvement oratoire, se situer dans la tradition de Mirabeau et charger M. Pompidou, notre moderne marquis de Dreux-Brézé, de signifier au général de Gaulle, jouant le rôle de Louis XVI, la farouche opposition des néo-résistants.

Il n'en demeure pas moins conservateur. L'expérience de sa collaboration avec les socialistes a déjà été tentée au sein d'un gouvernement présidé par M. André Marie et j'en ai d'autant mieux gardé le souvenir que j'avais vivement combattu un tel apparemment contre nature. Un mois plus tard, ce ministère de coalition volait en éclats ; il n'avait pu survivre à l'élaboration de son programme financier. Les faits se vengeaient du défi qui leur avait été lancé par les fabricants de chimères.

Feu la Troisième Force a exigé tellement de concessions et de compromissions qu'elle a fait le jeu du président du R.P.F. auquel elle prétendait barrer la route. Ses chefs ont alors facilité l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Ils nous proposent maintenant, pour l'en chasser, la résurrection sous un nouveau nom de cette Troisième Force. Ne sentent-ils pas que les mêmes causes risqueraient de produire les mêmes effets ?

Ce n'est pas l'Union nationale, au sein de laquelle des forces antagonistes s'annihilent et sont génératrices d'impuissance, c'est l'union des forces populaires qui peut combattre avec efficacité l'actuel régime en lui opposant un programme constructif, à la fois politique, économique et social, démontrer qu'aucun vide ne devra être redouté, lorsque le président de la République retournera à Colombey-les-Deux-Eglises et y poursuivra la rédaction de ses mémoires.

Ce qui importe dans une première étape,

c'est de grouper le plus grand nombre possible de « non » au référendum du 28 octobre. Le P.S.U. a un rôle spécifique à jouer.

Si en effet notre pays apparaissait comme irrémédiablement condamné à un choix entre « les délices et les poisons » et la V^e et ceux de la IV^e agonisante, bien des citoyens et des citoyennes seraient tentés de s'abstenir, en renvoyant dos à dos les uns et les autres — cela m'a été dit et écrit.

« Il est heureux, ajoute une de mes correspondantes, que des hommes aient affirmé en face du raz de marée gaulliste de 1958, la permanence de l'idéal républicain et préféré sciemment des échecs électoraux à de dérisoires succès dus à une capitulation. C'est parce que tels hommes le demandent que je voterai « non » le 28 octobre et que je ferai une ardente propagande pour le « non ».

Le P.S.U., qui n'a jamais transigé avec la V^e République, qui n'a jamais cru qu'on pouvait « l'aménager », offre des perspectives de démocratie moderne et authentique à celles et à ceux auxquels il demande de dire « non » le 28 octobre. Il aura l'occasion de les préciser pendant la campagne électorale. Il est fondé à dénoncer la mystification qui tend à présenter démocratiquement l'élection au suffrage universel du président de la République.

Ainsi Napoléon III empruntait le langage de la démocratie pour combattre la démocratie. Selon la pertinente remarque de notre ami Garnier devant notre récent C.P.N., on tente de leurrer le peuple par ce mirage, alors qu'on lui refuse la démocratie au sein de son entreprise ou de ses groupes d'H.L.M. !

Parce qu'il est logique et s'inscrit dans une action permanente, le vigoureux « non » du P.S.U. trouvera de nombreux échos et portera au régime de rudes coups.

Edouard DEPREUX.

Deux batailles, un seul enjeu

LE vote de la motion de censure, entraînant la chute du gouvernement Pompidou et la dissolution de l'Assemblée, porte la bataille du terrain parlementaire à l'ensemble du pays.

Mais s'il s'agit bien d'une seule et même bataille, d'un seul et même enjeu : empêcher l'évolution du régime gaulliste vers des formes encore plus autoritaires, il y aura maintenant deux combats distincts : référendum d'abord, élections ensuite. On constate d'ailleurs que de Gaulle a voulu retarder les élections autant qu'il pouvait pour tenter de séparer le plus nettement possible les deux opérations. Il veut marquer, bien sûr, que la première est la seule qui l'intéresse.

Mais il n'a pas non plus perdu l'espoir qu'une victoire des oui, fût-elle courte, lui laissera encore assez de moyens pour poursuivre son travail de sape de toute forme de représentation populaire. Tel est bien en effet son but, et depuis toujours. Si l'on n'en n'était pas encore convaincu, il suffirait de méditer les propos tenus dimanche par son ministre de l'Intérieur, Frey, qui s'est exprimé avec sa lourdeur habituelle.

Et puis, sait-on jamais ? Quand on détient le monopole de la radio et de la télévision, quand on est décidé à en user sans retenue, on peut espérer, en

gagnant un peu de temps, réussir à « travailler » l'opinion. C'est déjà commencé. Voilà un autre aspect de la bataille qui ne devra pas être négligé.

Quant à ceux qui ont renversé Pompidou, ils se préparent eux aussi aux deux combats. Mais il semble qu'ils ne les lient pas toujours l'un à l'autre.

Le M.R.P. « recommande » le non. Après son vote de la motion de censure, on imaginerait mal qu'il put en être autrement. Il y a eu pourtant, à son comité national, 23 voix favorables au oui (Pflimlin, Maurice Schumann, Buron) contre 110 pour le non. Mais sur la tactique électorale, le M.R.P. est resté réservé. Il ne s'est pas prononcé pour un front des non, comme l'envisagent la S.F.I.O. et les indépendants. Il a déclaré qu'il ferait tout « pour que ne soit pas créée dans le pays une division irrémédiable ». On peut traduire sans doute : ne pas se couper tout à fait des oui gaullistes et avoir un pied dans chaque camp, pour mieux garder ou conquérir des sièges. Espérance peut-être illusoire, car l'U.N.R. vient d'annoncer qu'elle combattrait tous ceux qui ont voté la censure. Il n'en reste pas moins que l'hésitation du M.R.P. signifie un flottement dans le front des non du Parlement.

La S.F.I.O. a-t-elle adopté une attitude

plus claire ? Dans une certaine mesure oui ; la résolution de son conseil national déclare :

« A cet effet il autorise exceptionnellement ses fédérations à ne pas présenter de candidats dans certaines circonscriptions et plus particulièrement quand il s'agira d'assurer la réélection d'hommes politiques ayant choisi dans les débats et le vote de la motion de censure d'assumer des responsabilités majeures dans la défense de la République.

« Au second tour, les fédérations ont le devoir de faire battre les complices de cette violation. Elles prendront toutes mesures nécessaires pour les éliminer en assurant l'élection de candidats les plus favorisés appartenant à l'une des formations signataires de la motion de censure et s'étant eux-mêmes nettement prononcés pour le non. »

Mais ce texte fait surgir des questions. D'abord on peut se demander si, au niveau des circonscriptions, il sera facile d'entraîner militants et électeurs à donner leurs suffrages à ceux des indépendants dont les sympathies avec l'activisme O.A.S. ne fait guère de doute. Il y a des non qu'inspire moins la défense des libertés que la nostalgie de l'« Algérie française ». D'autre part, la S.F.I.O. ne dit rien du P.C. Sans doute a-t-elle voulu, par

la formule « les formations signataires de la motion de censure », laisser entendre qu'elle voulait les tenir à l'écart. Prenons acte cependant que cette exclusive est moins formelle qu'en d'autres circonstances. Tant il est vrai qu'il est difficile de justifier cette attitude au moment où, contre de Gaulle et aussi contre toute autre extrême-droite, on n'a pas le droit de tenir pour nuls les suffrages communistes. On peut prévoir — et espérer — qu'en plusieurs endroits des accords seront envisagés.

Bref, il apparaît que sur le non, l'accord est très large, et nous nous en réjouissons. Mais la victoire des non et surtout l'exploitation de cette victoire dans le sens que doivent souhaiter tous les démocrates et tous les socialistes seraient mieux assurées si l'on opposait à de Gaulle, au lieu de la fragile coalition de l'Alma, la coalition de toutes les forces de gauche qu'a toujours préconisée le P.S.U.

R. V.

Directeur-Gérant : Roger CERAT
LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

RÉCIT D'UN LICENCIEMENT

A l'époque du Marché commun, la concentration industrielle et la disparition d'entreprises marginales peu rentables sont peut-être une nécessité technique ou économique. Encore faut-il que les travailleurs ne soient pas les victimes d'employeurs à la recherche de plus grands profits ou de l'indifférence des collectivités régionales pour le reclassement du personnel licencié.

C'est pourquoi nous proposons à nos lecteurs le récit d'un licenciement dans une de ces petites localités rurales où le maintien de l'entreprise est vital pour la main-d'œuvre, puisqu'elle peut fournir du travail, comme dans le cas de Brezins, à des ouvriers venus d'une dizaine de communes environnantes.

DANS la plaine de Bièvre, région agricole peu favorisée en bordure des terres froides de l'Isère, les exploitations paysannes ne peuvent plus fournir du travail à toute la population active. C'est la mécanisation croissante à la ferme et aux champs qui a lentement rendu disponible une main-d'œuvre entièrement rurale dix ou vingt ans plus tôt. Ainsi, à Brezins, le nombre des petits exploitants a diminué d'environ 40 p. 100 de 1945 à 1962 et dans chaque famille paysanne un ou deux membres au moins travaille aujourd'hui à l'extérieur, en usine le plus souvent.

Or, le département de l'Isère est largement dominé par sa capitale : quatre-vingts mille ouvriers sur environ cent quarante-cinq travaillent dans la seule agglomération grenobloise. Cette extraordinaire concentration se fait évidemment aux dépens des petites villes (Vienne, Saint-

• Combien de "Decazeville" en France ? • Les licenciements se multiplient • Comment le patronat embauche son personnel • Des campagnes au syndicalisme ouvrier • Des prises de conscience tardives.

Marcellin, Bourgoin, Voiron), autrefois prospères grâce aux tissages, aux papeteries, aux cimenteries, mais en décadence sensible depuis plusieurs dizaines d'années.

Brezins est un gros bourg de 750 habitants, à mi-chemin environ entre Grenoble et Lyon sur la route de Beaurepaire. Outre un tissage n'employant guère qu'une quarantaine d'ouvriers, il n'existe qu'une seule usine dans la localité ! Pendant sept ans, elle avait appartenu à la famille Gendron, installée à Villeurbanne, et avait abrité la *Socomeda*, société de construction mécanique du Dauphiné. On y fabriquait de petites machines-outils électriques portatives sous la marque *Micox*, rivale de Peugeot dans le domaine du petit appareillage (perceuses, meuleuses, etc.).

Au début de 1961, la société Landis racheta les entreprises Gendron, mais revendit l'usine de Brezins à une énorme société américaine, la *Black et Decker*, fabriquant, elle aussi du petit matériel électrique portatif. Celle-ci possède quinze usines, dont quatre aux U.S.A. et d'autres en Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Canada, Brésil, Mexique... (une dernière est en cours d'installation en Italie, sur les bords du lac de Côme, dans les anciens bâtiments de la Star).

Nanti de capitaux américains, ce fut l'état-major britannique (aidé de quelques Belges) qui vint à Brezins installer et diriger la fabrication nouvelle. Il ne s'agissait, d'ailleurs, que d'une simple chaîne de montage, les pièces arrivant tout usinées de Grande-Bretagne. La marque *Micox* fut conservée et la production commença.

Promesse d'expansion

Le jour de l'inauguration, grande réception au foyer municipal : un sous-préfet, plusieurs députés, la presse et les travailleurs. Un plan d'agrandissement de l'usine fut présenté ; on promit d'embaucher bientôt cent ouvriers de plus. Dans un dépliant tricolore distribué à tous les travailleurs, la nouvelle direction exprimait « le ferme espoir que l'association qui naît aujourd'hui sera une source de satisfaction et de bien-être pour tous ». On se félicitait surtout de la garantie offerte par un trust international assis sur ses quinze usines, son expérience et ses dollars, bien fait pour supporter la concurrence européenne.

La municipalité de Brezins, afin de conserver le seul débouché proposé à la main-d'œuvre locale, n'avait pas hésité à consentir à cette riche société des facilités quant au terrain, ni surtout à renoncer à la moitié de la taxe locale, soit cinq cent mille francs par an pendant cinq ans.

Et, en fait, d'abord, tout se passa bien. Trois ou quatre mois plus tard, la direction embaucha une quinzaine d'ouvriers. Si, à la base, les salaires ne dépassaient guère trente mille francs par mois pour quarante heures par semaine, les chefs d'équipe atteignaient cent mille et les contremaîtres cent cinquante mille francs.

Bien sûr, les responsables syndicaux avaient des relations difficiles avec les directeurs britanniques. Parlant anglais entre eux, en présence des délégués, ils refusaient souvent de discuter, critiquaient violemment les coutumes françaises et, quand il s'agissait d'augmenter les salaires : « C'est une affaire à débattre avec votre gouvernement », répondaient-ils.

Le personnel n'appréciait pas non plus la prime horaire dite « de mérite

personnel », calculée pour chacun sur la base du rendement au travail et du comportement à l'égard des camarades et de la maîtrise. Mais à moins de dix kilomètres de là, la *Sedis*, de Saint-Siméon, un filiale de Peugeot, a perdu 250 ouvriers en dix ans, dont 150 par licenciement de 1952 à 1958(1).

Deux ans de stock

Pourquoi l'usine a-t-elle presque cessé sa production ? Pourquoi est-elle encombrée d'un stock invendu de machines-outils correspondant à deux années de vente ? On parle de filouterie à l'achat, d'incompétence de la maîtrise, d'incroyables erreurs numériques dans la transcription des cotes d'anglais en français... Ce qui est sûr, c'est que plusieurs millions de francs de marchandises furent ainsi gaspillées. Alors, on licencia.

A la fin du mois de juin, une vingtaine d'employés (dont le bureau d'études, l'ingénieur, le directeur et quelques ouvriers) furent mis à pied pour un mois. Ils apprirent la nouvelle à 16 h. 50 et durent quitter l'usine à 17 heures. A trois jours de distance, sans transition, ils étaient définitivement licenciés. Un mois d'indemnité fit l'affaire.

Puis ce fut les vacances. Le vendredi 21 septembre à 16 heures, le comité d'entreprise apprenait que cinquante ouvriers étaient à nouveau remerciés. A 17 heures, ils étaient partis. Ceux-là faisaient vivre quarante-cinq enfants ; de leur cinquante salaires dépendent environ cent cinquante personnes. Un voyageur de commerce expérimenté et venu tout exprès des Deux-Sèvres après avoir vendu son portefeuille, fut congédié huit jours après son arrivée.

Des cent ouvriers de l'usine, il n'en reste plus qu'une vingtaine. Et tout le monde sait qu'à Brezins ou aux environs il n'y a pas d'embauche pour tous.

Que vont-ils faire ? Le chômage ne permet pas de vivre, tout au plus de subsister en attendant un emploi. L'un deux travaille pour le compte d'un maçon ; d'autres font des remplacements. Plusieurs, grâce aux heures supplémentaires, avaient réussi à faire bâtir ; à qui vendront-ils ? Même à Grenoble ils ne sont pas assurés de trouver de l'embauche, ou comme manœuvres. On y construit, certes, mais ils ne pourront jamais payer le loyer d'un appartement neuf. Quant à résider au bourg, c'est impossible. Le train ne passe pas à Brezins.

Une prise de conscience

Quand on parle avec les délégués syndicaux, on apprend qu'ils ont fait du bon travail ; eux, bien sûr, mais les circonstances et le patronat leur sont venus en aide.

Ce sont des fils de cultivateurs qui s'embauchent dans ces petites usines locales. Au début, ils conservent tous un peu de terre qu'ils cultivent après les heures d'usine, se méfient des revendications et répugnent à s'inscrire au syndicat. Plusieurs d'entre eux apportent encore le poulet aux contremaîtres... Ceux-là, comme les autres, ont été mis à la porte et cherchent du travail.

Après le premier licenciement, la direction avait proposé aux délégués de maintenir 45 heures par semaine si le personnel acceptait le départ de vingt camarades ; sans quoi elle en licencierait trente s'ils exigeaient le

retour des 40 h., comme la loi l'impose. De pareilles méthodes politisent plus vite un travailleur que n'importe quelle action syndicale.

« Tout n'est pas perdu, conclut Manin, l'ancien secrétaire du comité d'entreprise de la *Sedis*, lui aussi licencié en 1958. A Brezins, 75 à 80 p. 100 du personnel s'était finalement syndiqué. Et ceux qui trouveront du travail, je sais qu'ils reprendront leur carte, qu'ils sont même définitivement perdus par le camp patronal ». N'est-ce pas pourtant payer un peu cher l'apprentissage du combat syndical et la découverte des luttes de classe, premier pas vers le refus de l'exploitation ouvrière ?

Qui fait cependant les frais des erreurs, des mises à pied ou des faillites ? L'ingénieur, le technicien, eux

Autour de Brezins...

- à LA SONE, chez-Meca-Morel, une centaine de licenciements après une soi-disant faillite ;
- à LA VERPILLIERE ET CES-SIEU, à l'Unité Hermétique, cent quatre-vingt-un licenciements, et 32 heures pour ceux qui restent ;
- à VIENNE, une centaine de licenciements chez Seguin après fermeture ; une cinquantaine chez Pascal, Vaganay... et autres tissages ;
- à SAINT-SIMEON-DE-BRESCIEUX, la *Sedis* a perdu deux cent cinquante ouvriers en moins de dix ans, dont cent cinquante par licenciement ;
- à CALUIRE, l'usine Remington qui emploie plus de deux mille ouvriers envisage soit la fermeture, soit une difficile reconversion.

aussi licenciés ? Non, puisqu'ils ont, aujourd'hui, une embauche assurée. La direction ? Pas d'avantage : l'Etat n'a-t-il pas récemment « prêté » deux milliards à la société Remington, elle aussi américaine, pour faciliter son installation en France ?

Ce sont toujours les travailleurs qui ne sont pas nécessairement hostiles aux phénomènes de concentration et de reconversion s'ils sont utiles à la collectivité, mais qui ont droit au travail et droit au salaire. Les travailleurs qui exigent que l'Etat et le Patronat ne bouleversent la carte industrielle qu'après avoir prévu et mis en place des structures de remplacement. Les travailleurs qui ne sont pas seulement des producteurs qu'on déplace comme des machines, mais qui ont eux aussi besoin de se fixer, d'installer leur famille et de bénéficier d'une sécurité durable dans leur emploi. C'est à partir d'actions semblables que doivent se faire les prises de conscience politiques qui permettront au Parti de se construire.

Informations recueillies par J.-B. GLORIEUX.

(1) Licenciements consécutifs à l'amélioration de la productivité (achat d'outillages, de machines neuves ou perfectionnement de travail et à l'âge de certains ouvriers pourtant éloignés encore de la retraite.

LES TEMPS MODERNES

Numéro spécial

N° 196-197 Sept. - Octobre 1962

SOMMAIRE

DONNEES ET PROBLEMES DE LA LUTTE OUVRIERE

ANDRÉ GORZ. — Avant-propos 385

I. - Abondance ou paupérisation ?

GILBERT MATHIEU. — La Réponse des chiffres 403

GENEVIEVE ROCARD. — Sur le travail des femmes mariées 459

ANDRÉE MICHEL. — Quelques budgets de familles parisiennes en 1962 475

II. - Expansion monopolistique et stratégie ouvrière

LELIO BASSO. — Démocratie et Nouveau Capitalisme 509

BOULBAKI. — Le grand capital et l'Etat 516

VITTORIO FOA. — Les luttes ouvrières dans le développement capitaliste 533

PIERRE BELLEVILLE. — Perspectives d'action syndicale .. 548

LUCIO MAGRI. — Le modèle de développement capitaliste et le problème de l'alternative prolétarienne 583

III. - Documents

BRUNO TRENTIN. — Les doctrines néocapitalistes et l'idéologie des forces dominantes .. 627

GIORGIO AMENDOLA. — Lutte des classes et développement économique depuis la Libération 674

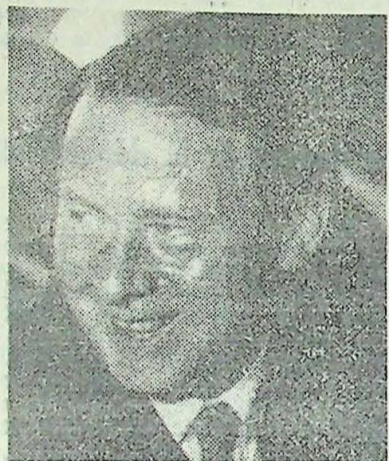
GEORGES MICHEL. — Les Jouets (suite) 736

Note de la Rédaction 737

Prix : 7,20. Pour les groupements venant de la part de « Tribune Socialiste », le prix du N° sera de 4,80.

LES TRAVAILLEURS ET L'EUROPE

CONDUITS par leur leader Gaitskell, les travailleurs britanniques ont dit, au congrès de Brighton, non au Marché commun. « Bien, me direz-vous, sans doute n'ont-ils pas voulu en tant que socialistes s'associer à ce qu'on peut considérer comme la base économique du fer de lance de l'Alliance atlantique ? » Eh bien ! vous n'y êtes pas du tout. Pour justifier leur attitude, les travailleurs ont tourné Macmillan sur sa droite. Comment ? En se faisant les avocats pathétiques de l'« Empire de la Couronne », en suppliant qu'on sauve le Commonwealth, ce château de cartes économicopolitique qui ne fait plus que flatter le chauvinisme anglais. Certes, il y a là une affaire politique intérieure. Toutes les



Gaitskell.

élections partielles traduisent une nette remontée travailliste. C'est pourquoi Gaitskell a lié tout engagement de la Grande-Bretagne au Marché commun à des élections générales préalables. Sur le plan de la tactique, c'est fort bien vu. Mais pourquoi se réfugier derrière les arguments les plus rétrogrades : « C'en est fini de la grandeur de l'Angleterre », « Nous ne serons plus qu'une province de l'Europe », etc. ? Des arguments plus « socialistes » n'auraient-ils aucun effet ? Mais alors pourquoi la « remontée » travailliste ?

En choisissant, et ce thème et cette attitude, Gaitskell sera en tout cas mal venu de dénoncer désormais l'axe Paris-Bonn qu'il contribue indirectement à renforcer. Du même coup, si son point de vue devait l'emporter, il porterait un coup à la gauche européenne qui souhaite la « Communauté élargie ».

Depuis Bevin, on ne se faisait plus trop d'illusions sur l'internationalisme travailliste. Mais tout de même...

G. B.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV)
SUF. 19-20

● Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

● Publicité :

Geneviève Mesguiche
71, rue des Saints-Pères
Paris (6^e)

LA LEÇON D'OXFORD



(A.F.P.)

Après les violents incidents d'Oxford, des étudiants qui y avaient participé sont gardés à vue par un soldat armé.

MEREDITH suit, sous forte escorte, les cours d'histoire coloniale de l'Université d'Oxford (Mississippi). Il est le premier noir dans ce cas depuis la création de l'Université, il y a 114 ans.

Kennedy a donc gagné. La loi a eu le dernier mot. Toute cette affaire appelle cependant un certain nombre de considérations.

1°) La loi fédérale, certes, l'a emporté. Mais le racisme n'est pas extirpé pour autant du sud des Etats-Unis. Washington, jusqu'à un nouvel Oxford ou un nouveau Little Rock, va, comme avant, fermer les yeux sur ce qui se passe quotidiennement de la Californie à la Floride. L'affaire Meredith est une victoire morale pour la Maison Blanche. Le problème de la ségrégation demeure entier.

2°) Les racistes du sud ont eu l'habileté psychologique de lier le cas Meredith à l'anticommunisme en général et à l'anticastroïsme en particulier. Thèse de la campagne du général fascisant Walker : « On est plus actif lorsqu'il s'agit de combattre les Américains du Mississippi que quand il s'agit de lutter contre Cuba. »

Pour effacer l'effet que ce genre de raisonnement produit sur une opinion américaine particulièrement sensibilisée par l'affaire cubaine, le Département d'Etat ne va-t-il pas

être conduit à durcir ses positions vis-à-vis de la révolution fidéliste ?

3°) On ne doit pas oublier qu'électoralement Kennedy n'a pas fait une très bonne affaire. Il est démocrate. Or, le Sud votait traditionnellement démocrate. Il est probable qu'aux prochaines élections, un certain contingent de voix sudistes passeront aux républicains.

4°) Mais Kennedy a marqué un point sur le plan international, en particulier à l'égard du Tiers-Monde constitué en grande partie de « gens de couleur » et fortement représenté à l'O.N.U. Toutefois il est évident que le chef de l'Amérique se serait volontiers passé de certaines approbations : celle de Fidel Castro, notamment.

On le voit donc, les incidents d'Oxford ne sont pas sans avoir de multiples implications sur le plan intérieur américain comme sur le plan international, dont les conséquences auront encore l'occasion de se manifester.

Quant au phénomène sociologique du racisme « petit blanc » dans le Sud des Etats-Unis, il n'aura jamais fini de confondre le bon sens, qui n'est pas, tout compte fait, « la chose la mieux partagée du monde ». Ecoutez plutôt la « théorie » du gouverneur Barnett : « Dieu était le premier ségrégationniste. C'est lui qui



(A.D.P.)

nous montre le chemin. S'il nous a faits blancs, c'est qu'il a voulu que nous suivions cette voie. » Le gouverneur Barnett appartient, paraît-il, à « l'école ségrégationniste de l'Afrique du Sud », qui base sa doctrine sur la Bible.

Plincez-moi, je dois rêver...

Georges Batelier.

SOLIDARITÉ AVEC LES EMPRISONNÉS ESPAGNOLS

COMPTANT sur notre ignorance, le gouvernement franquiste, et son ambassade à Paris, tentent de brouiller les pistes et de cacher la répression en cours.

Le fait premier que nous devons dénoncer ici, est que la répression frappe, en Espagne, tous ceux, ouvriers ou intellectuels, hommes ou femmes, qui ont participé un tant soit peu au mouvement de grèves du printemps dernier.

A Bilbao, à Barcelone, à Carabanchel et à Saint-Sébastien, on emprisonne, on interroge, on bat et on torture. José-Ramon Recalde, avocat de Saint-Sébastien, a été torturé pendant sept jours consécutifs. Esperanza Dols, 25 ans, et Rosario Fuan-tès, 30 ans, ont été torturés pendant des jours et des jours parce que des tracts du F.L.P. ont été trouvés chez elles. La liste est longue de ces

noms inconnus jusqu'ici, qui témoignent et de la vaillance du peuple espagnol et de l'acharnement des policiers franquistes.

Le gouvernement, dans un communiqué, essaye de justifier tout cela, en inventant un immense complot « communiste ». Anarchistes, membres du F.L.P., séparatistes basques, tous sont présentés comme les instruments d'une immense conspiration montée par le communisme international.

Outre la fantaisie du propos, on ne peut qu'en relever la canaillerie. Le fait que quelqu'un soit communiste n'a jamais autorisé le pouvoir à le priver de liberté ou à le torturer. Mais, de plus, cela est inexact, totalement.

Si le F.L.P. est actuellement poursuivi, c'est pour sa participation déterminante au mouvement de grèves. Le peuple espagnol sait parfaitement

qu'il s'agit d'une organisation nouvelle et totalement indépendante du parti communiste.

Le gouvernement franquiste essaye de même de créer la confusion quand il présente le mouvement des grèves, et les bombes qui ont récemment explosé, comme deux aspects d'une même action. Cela est faux : radicalement.

En vérité, les « libéraux » du nouveau ministère franquiste laissent tomber le masque.

Il nous appartient de lancer une vaste campagne contre cette répression. Des comités de solidarité avec les démocrates espagnols aujourd'hui emprisonnés doivent se créer partout. La conférence nationale sur ces problèmes qui se réunit dimanche devra en décider.

C. G.

Pourquoi nous dirons NO

de l'AN VIII à nos jours

NOUVEAUX PHILTRES VIEUX POISONS

L est des soirs où les fleurs ont une âme, écrivait Albert Samain. Depuis quelques semaines, dans le jardin de l'Histoire, des fleuristes nombreux, avec une vertu nouvelle, rassemblent des bouquets. L'on marie l'an VIII avec 1852, l'on dispose 1888, une discrète touche de Charles X, tout est prêt, il ne manque plus que Talleyrand pour célébrer la messe.

Connaissez-vous personne qui ne cède devant une telle gerbe ?

S'agit-il de la senteur provocante des pouvoirs forts et stables ? « Français, une Constitution vous est présentée... Les pouvoirs qu'elle institue seront forts et stables, tels qu'ils doivent être pour garantir les droits des citoyens et les intérêts de l'Etat. » (Bonaparte au 15 décembre 1799.)

S'agit-il de la superbe d'un pouvoir isolé ? « Il a tort de mépriser les conseils des hommes expérimentés. Son épouvantable orgueil causera sa perte parce qu'il a la manie de trancher sur des questions auxquelles il n'entend rien du tout. » (Sieyès à propos de Bonaparte.)

S'agit-il de l'abandon confiant à un exécutif élu ? « Au milieu de cette confusion, la France, inquiète parce qu'elle ne voit pas de direction, cherche la main, la volonté... Or, cette volonté ne peut être sentie que s'il y a une communauté entière de vues, d'idées, de convictions entre le Président et ses ministres, et si l'Assemblée s'associe elle-même à la pensée nationale dont l'élection du pouvoir exécutif a été l'expression. » (Louis Napoléon, 31 octobre 1851.)

S'agit-il du lenifiant apaisement de l'histoire ? « L'histoire n'aurait peut-être rien à reprocher à celui qui s'appelaient Louis Napoléon si, dans le conflit soulevé entre les parlementaires déconsidérés et lui, il s'était borné à prendre le pays pour juge suprême et souverain et à en exécuter les volontés... » (Général Boulanger, 2 décembre 1888.)

S'agit-il du danger aiguillonnant de l'élection présidentielle ? « Etes-vous bien sûrs que dans cette série de personnages qui se succéderont... au trône de la présidence, il n'y aura que de purs républicains empressés d'en descendre ? Etes-vous sûrs qu'il ne se trouvera jamais un ambitieux tenté de s'y perpétuer ? Et si cet ambitieux est le rejeton d'une des familles qui ont régné en France, s'il n'a jamais renoncé expressément à ce qu'il appelle ses droits, si le commerce languit, si le peuple souffre... Répondez vous que cet ambitieux ne parviendra pas à renverser la République. » (Jules Grévy, 1849.)

S'agit-il d'une miséricordieuse soumission à la Providence ? « Alea jacta est ! Que Dieu et le peuple prononcent ! Il faut laisser quelque chose à la Providence. Invoquons-la, prions-la d'éclairer le peuple, et soumettons-nous à son décret. Et si le peuple se trompe, s'il veut abdiquer sa sûreté, sa dignité, sa liberté entre les mains d'une réminiscence d'Empire... eh bien ! tant pis pour le peuple ! Ce ne sera pas nous, ce sera lui qui aura manqué de persévérance et de courage. » (Lamartine, 1849.)

S'agit-il des mirages du consentement populaire ? « Je le dis avec franchise aussi éloignée de l'orgueil que d'une fausse modestie, jamais peuple n'a témoigné d'une manière plus directe, plus spontanée, plus unanime, la volonté de s'affranchir des pré-occupations de l'avenir, en consolidant dans la même main un pouvoir qui lui est sympathique. C'est qu'il connaît à cette heure, et les trompeuses espérances dont on le berçait et les dangers dont il était menacé. Il sait (que) la société courait à sa perte. Il me sait gré d'avoir sauvé le vaisseau en arborant seulement le drapeau de France. » (Louis Napoléon, 9 octobre 1851.)

S'agit-il du flatteur appel au peuple souverain ? « Plus je parcours la France, plus je m'aperçois qu'on attend beaucoup du gouvernement... A mon tour, je dois vous le dire : ces résultats tant désirés ne s'obtiendront que si vous donnez les moyens de les accomplir. » (Louis Napoléon, septembre 1850.)

S'agit-il de l'arbitrage d'un collectif Salomon ? « La situation actuelle ne peut plus durer longtemps... L'Assemblée est devenue

un foyer de complots... elle attend au pouvoir que je tiens directement du peuple... je l'ai dissoute et je rends le peuple entier juge entre elle et moi... C'est pour déjouer leurs perfides projets, pour maintenir la République et sauver le pays, que j'invoque le jugement du seul souverain... le peuple. » (Louis Napoléon, novembre 1851.)

S'agit-il de la franchise d'un contrat direct ? « Rendre la République chère aux citoyens, respectable aux étrangers, formidable aux ennemis, telles sont les obligations que nous avons contractées en acceptant la première magistrature... Français, nous vous avons dit nos devoirs, ce sera vous qui nous direz si nous les avons remplis. » (Bonaparte, 25 décembre 1799.)

S'agit-il du déclamatoire sursaut de l'opposition parlementaire ? « Il n'y a que deux pouvoirs aujourd'hui dans l'Etat, le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Si l'Assemblée cède aujourd'hui, il n'y en aura plus qu'un, et quand il n'y aura plus qu'un pouvoir, la forme du gouvernement sera changée... Le mot, la forme viendront plus tard. Quand ? Cela m'importe peu... Le mot viendra quand on voudra. » (Thiers, 21 janvier 1851.)

S'agit-il des complaisances délices du régime parlementaire ? « Mais ces discussions qu'on nous reproche sont notre honneur (vifs applaudissements au centre et à gauche), elles prouvent notre ardent désir de vous éclairer et de faire triompher les solutions les plus justes (nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs). Oui, gloire aux pays où l'on discute et honte aux pays où l'on ne parle pas ! (Applaudissements au centre et à gauche.) Vous voulez toucher au parlementarisme ; mais le parlementarisme, c'est le gouvernement représentatif, c'est la République elle-même sur laquelle vous voulez porter la main. Cela, nous ne le permettrons pas. (Nouveaux applaudissements.) » (Clemenceau à Boulanger, 4 juin 1888.)

Il est des jours où ces bouquets, fleurs et verdure sont empoisonnés ! Il y a des fleurs qui sentent mauvais quand on associe leur fragrance. Il y a des fleurs qui assassinent subtilement.

Se parant du masque d'une vertu retrouvée, et appelant Corneille à la rescousse : Dès lors qu'un citoyen s'est rendu trop puissant.

Encore qu'il soit sans crime, il n'est pas innocent. De savants alchimistes conditionnent de nouveaux philtres.

Pourquoi ne dit-on pas les liens du génial thermidorien de l'an VII avec la bourgeoisie antijacobine ? Pourquoi ne dit-on pas tout ce que le prince Louis offrit de quietudes aux notables après 1848 ? Pourquoi ne dit-on pas de quels soutiens Boulanger a bénéficié ?

Oui, l'histoire offre d'étranges analogies desquelles on conclut d'étranges parallèles. Mais pourquoi ne dit-on pas toutes les étranges conjonctions qui ont fait Bonaparte, Badinguet, Boulanger et tant d'autres ?

On n'écrit pas l'histoire comme on voudrait. Parfois dans le déroulement « événementiel », tout semble se passer comme si l'histoire, à quelques détails près, avait épuisé très tôt ses possibilités de se renouveler et ne pouvait plus désormais que se répéter. La tentation est dangereuse de subir ce que d'habiles sorciers nous présentent comme une fatalité ; car ils ont l'art de ne retenir que juste ce qu'il leur est nécessaire pour camoufler leur domination. La juxtaposition arbitraire et partielle de faits historiques ne peut donner lieu à des jugements définitifs : certes, il n'y a pas de déterminisme absolu, unilatéral et exclusif excluant le rôle de l'action humaine dans les grandes transformations de l'histoire. Mais il n'y a pas non plus d'explication satisfaisante si elle ne s'attache qu'au déroulement d'une destinée, il n'y en a pas de satisfaisantes si elles concluent de rapides parallélismes entre des destins, il y en a d'inquiétantes si elles sont utilisées à des fins équivoques, simultanément, par des hommes que rien dans le passé qu'ils ont eu, ni rien dans le futur qu'ils veulent, ne rapproche.

Robert Lohrer.

La question ainsi posée, certains camarades ont tendance à répondre d'une façon négative, et cela, me semble-t-il, à la suite de deux sortes de réflexions... ou peut-être de réflexes.

En premier lieu, les uns ont tendance à considérer que, sans doute, il y a violation de la Constitution, mais qu'après tout ce n'est pas la première fois, et que, du reste, il s'agit d'une offense à la légalité bourgeoise à laquelle nous sommes, parce que socialistes, très largement étrangers.

Mais, de plus, passant de la forme au fond de la procédure, à la réforme elle-même, on déclare volontiers qu'il s'agit, en réalité, d'un règlement de comptes entre la vieille « classe politique » de la IV^e, ou même de la III^e, et le général de Gaulle. On en déduit qu'après tout il n'y a qu'à laisser les adversaires se battre ; un vrai socialisme étant susceptible de se faire sa place, quel que soit le vainqueur de ce tournoi.

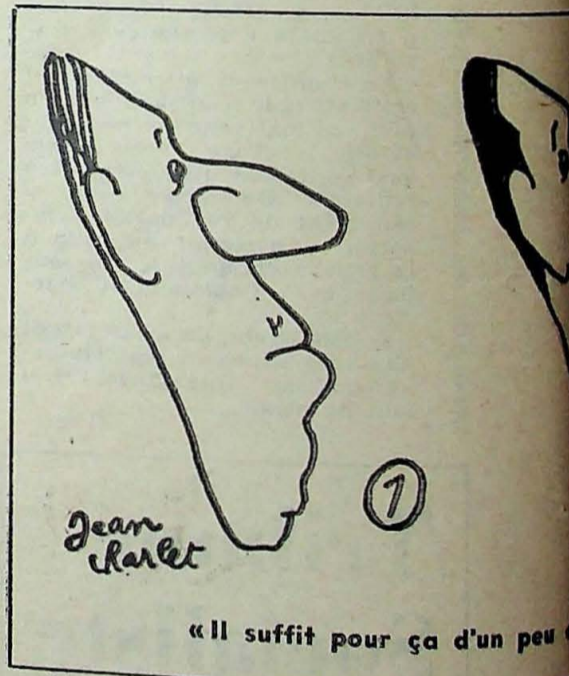
Ces réflexions ou ces réactions devant l'événement méritent d'être discutées, car ceux qui les partagent n'aperçoivent, me semble-t-il, qu'un seul côté du problème.

Le danger de la dépolitisation

On peut, naturellement, déclarer qu'on n'accorde que peu d'importance au fait que la procédure décidée par le chef de l'Etat pour réformer la Constitution du 4 octobre 1958, est contraire à cette Constitution elle-même, en affirmant que ce qui compte, c'est le fond et non pas la forme et que, après tout, la Constitution qui a été adoptée en 1958 est celle de la classe dominante et non celle du peuple tout entier.

En fait, la Constitution de 1958 peut ne pas nous plaire — et, personnellement, j'en suis l'adversaire — mais il faut bien convenir qu'elle a été ratifiée par le peuple français dans sa majorité et non pas seulement par les représentants d'une classe dominante. La tenir pour non avenue ou, tout au moins, comme étant sans importance, aboutirait à récuser la souveraineté nationale et ne permettrait plus d'avoir une base solide pour la construction d'un socialisme démocratique.

Mais même en écartant tous les arguments d'ordre juridique tirés de la théorie des Constitutions — ce que le Pouvoir ap-



pelle d'un terme péjoratif : le « juridisme » — il reste un fait politique qui adhère à ce viol des procédures constitutionnelles : c'est le danger de dépolitisation et aussi l'habitude donnée au peuple de supporter, de subir, d'accepter le pouvoir personnel.

A partir du moment où on laisse croire qu'il est sans importance que la volonté d'un homme fasse échec à la loi fondamentale du pays, il est difficile de demander aux citoyens de s'intéresser à la vie politique et ses manifestations par la Constitution elle-même. Il est difficile également de ne pas considérer qu'on les engage, indirectement peut-être, mais sûrement, à supporter le pouvoir personnel, à accepter l'abdication à un homme du destin de la collectivité.

Or la construction du socialisme exige, au départ, à la fois une conscience de classe et une conception globale de l'intérêt général chez tous ceux qui sentent qu'une société nouvelle doit, sous la pression conjuguée de la technique et d'un idéal de jus-

tion sociale, sortir de la société actuelle.

Mais allons plus loin. S'agit-il seulement, par-dessous la violation formelle de la Constitution, d'un règlement de comptes entre des adversaires auxquels rien ne nous lie et dont nous pouvons, par conséquent, nous désintéresser, ou sommes-nous concernés par le fond du débat ?

« Nous sommes concernés »

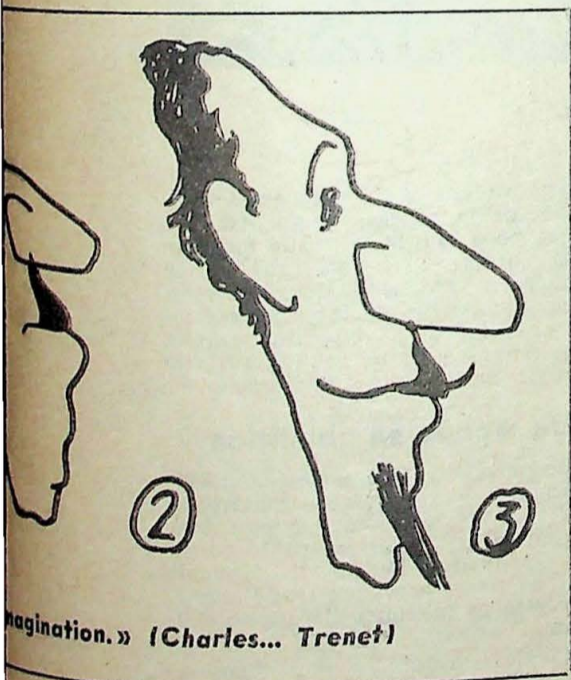
IL n'est pas douteux que nous assistons, pour partie, à un règlement de comptes entre le chef de l'Etat et ce qu'on appelle volontiers, depuis quelques mois, d'un terme péjoratif, la « classe politique », c'est-à-dire le personnel parlementaire de la IV^e et même de la III^e République, qui se survit partiellement dans les Assemblées de la V^e et qui est épaulé par les états-majors des partis politiques, les élus locaux, un certain nombre de journalistes et quelques autres forces dont toutes ne sont pas politiques.

Le général de Gaulle, qui n'a jamais supporté d'Assemblées autres que consultatives, n'a pas pu admettre le style des débats de la Première Constituante, où les représentants du peuple décidaient et tranchaient en dehors parfois de sa volonté. Après la démission de janvier 1946, les douze années maigres de Colombey n'ont mis aucun baume sur cette vieille plaie. Craignant que, après la fin de la guerre d'Algérie, la « classe politique » ne relève la tête et que le Parlement, de consultatif qu'il est en fait depuis 1958, ne redevienne délibérant, le Président de la République a préféré prendre les devants et « régler son compte » à l'oligarchie politique avant que celle-ci ne retrouve audience devant le pays.

Tout ceci est vrai et on comprend que certains camarades, qui ne se sentent pas plus d'enthousiasme pour les parlementaires de la IV^e République que pour l'actuel régime politique, se désintéressent de cette bataille.

Malheureusement, en l'état actuel des choses et dans les conditions où le conflit a été ouvert, on ne peut pas s'en prendre aux parlementaires sans atteindre — et de façon très grave — le Parlement. Or, en ce domaine, je crois que nous sommes directement concernés.

Je n'ignore pas, certes, qu'il existe dans



le parti tout un courant qui considère le « parlementarisme », c'est-à-dire le contrôle global de l'Exécutif par le Parlement, comme périmé, et qui songe à d'autres interlocuteurs pour discuter avec le Gouvernement des affaires de la Cité et nous acheminer, par la même occasion, vers le socialisme.

Ces formes nouvelles de la vie politique et surtout de la vie économique-politique, sont certes intéressantes et il faudra en surveiller le développement. Elles ne peuvent cependant pas prétendre remplacer le Parlement dans ce qui est son rôle fondamental : permettre que se développe un dialogue public sur les affaires de la Cité entre deux partenaires ayant l'un et l'autre une compétence générale et ayant l'un et l'autre les moyens d'être réellement informés des problèmes à régler.

Les modalités de ce dialogue peuvent varier (régime parlementaire, régime présidentiel, gouvernement de législature), ses bases restent les mêmes : une libre discussion et des décisions arrêtées de concert entre deux

représentants de la souveraineté nationale, établis chacun dans une situation telle qu'aucun ne puisse être récusé pour incompétence, ni dominé, ni surtout annihilé par l'autre.

Les nouveaux interlocuteurs de l'Exécutif auxquels on songe sont, sans doute, experts chacun dans leur domaine. Mais ils n'ont qu'une compétence particulière, limitée; ils sont enfermés dans une spécialité et se trouveront toujours en mauvaise posture vis-à-vis d'un Exécutif qui les déclare incompétents pour tout ce qui n'est pas exactement de leur ressort. Ce sera, par la force des choses, le combat des Curiaces contre le dernier des Horaces et l'Exécutif sera, en fait, libre d'agir sans aucun contrôle d'origine populaire.

Or c'est cette Démocratie de dialogue, en dehors de laquelle il n'existe pratiquement que la dictature de l'Exécutif, qui se trouve directement menacée par le projet de référendum.

Notons tout d'abord que les institutions de 1958 tendent déjà à admettre gravement le dialogue et à placer le Parlement en position subordonnée, humiliée même, vis-à-vis de l'Exécutif et surtout du Président de la République :

— Les articles 34 à 37 font du Gouvernement le législateur ordinaire, en ce sens que toutes les matières qui ne sont pas réservées par la Constitution à la loi et, par conséquent, au Parlement, sont réputées avoir un caractère réglementaire et pouvoir être traitées par le seul gouvernement.

— Le Président de la République peut dissoudre discrétionnairement l'Assemblée nationale.

— Il a le droit de s'adresser directement au Peuple par voie de référendum.

— Il s'est, par une interprétation arbitraire de la Constitution, réservé un domaine propre dans lequel le Parlement n'a, pour ainsi dire, aucun droit de regard : rapports avec les peuples d'outre-mer, relations internationales, construction européenne, etc.

— Il peut enfin, par le jeu de l'article 16 et lorsqu'il estime que les circonstances l'exigent, prendre dans ses mains tous les pouvoirs pour une durée dont lui seul détermine le terme.

Un déséquilibre fondamental

CETTE situation subordonnée faite au Parlement se trouvait jusqu'ici atténuée, dans une certaine mesure, par cette circonstance que les membres de l'Assemblée nationale sont élus au suffrage universel, tandis que le Président de la République n'est désigné que par un collège relativement restreint, comprenant les membres du Parlement, les conseillers généraux et des représentants élus des conseils municipaux. La répartition des compétences favorisait grandement l'Exécutif; mais les membres de l'Assemblée nationale étaient seuls les élus directs du suffrage universel.

C'est cette dernière barrière à un déséquilibre fondamental que le projet d'élection du Président de la République au suffrage universel a pour objet de faire sauter.

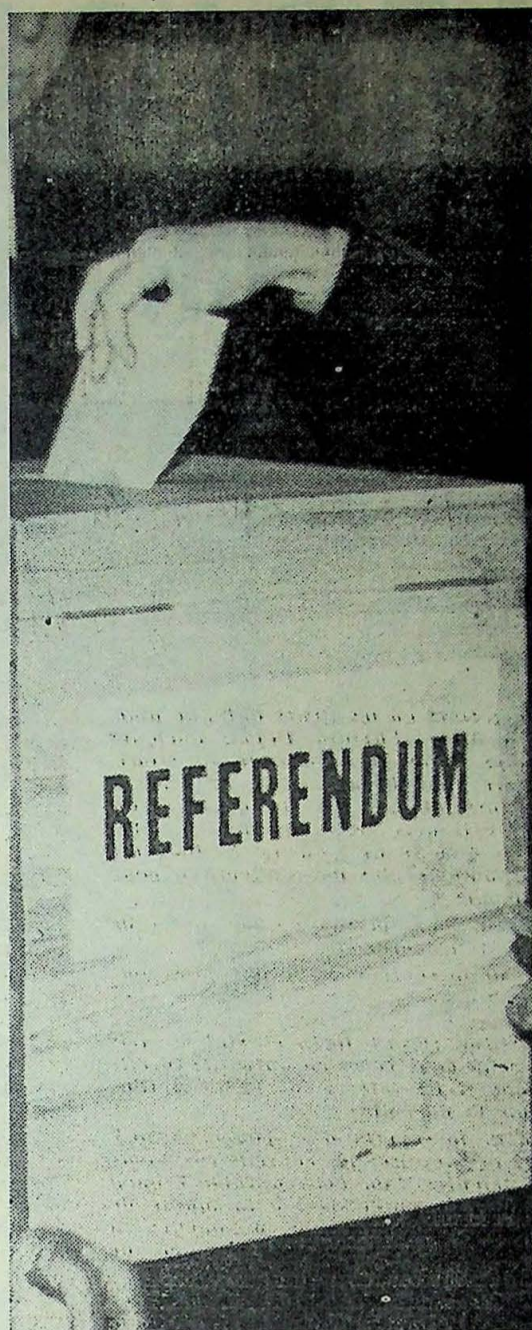
Certes, en soi, l'élection du Président de la République au suffrage universel est parfaitement concevable : elle existe aux Etats-Unis. Mais, dans ce pays, le Président de la République n'abrite pas sa responsabilité derrière celle d'un Premier ministre; il ne peut, sous prétexte de circonstances exceptionnelles, s'arroger tous les pouvoirs; il ne peut pas dissoudre le Parlement; ce dernier légifère seul, dans tous les domaines, sans tutelle du Pouvoir exécutif, etc.

Ce qui est inadmissible, c'est d'instituer l'élection du Président de la République au suffrage universel, dans le cadre de la Constitution de 1958 et, par là, de mettre le Parlement dans une situation de subordination totale vis-à-vis de l'Exécutif.

J'entends bien que le Président de la République veut progressivement substituer au dialogue entre Gouvernement et Parlement un autre dialogue entre lui-même et le corps électoral. Mais qui ne voit que, dans ce pseudo-dialogue, le peuple n'est pas libre parce qu'il n'est pas véritablement informé? L'acheminement vers la dictature de l'Exécutif consiste donc ici à sortir de la démocratie de dialogue en substituant à un partenaire informé un autre partenaire qui, lui, ne l'est pas.

Pas de monarchie technocratique

POURQUOI cela nous concerne-t-il et pourquoi pareille évolution risque-t-elle d'entraver la marche vers le socialisme ?



(A.D.P.)

Le 28 octobre, les Français accompliront à nouveau ce geste.

C'est que le socialisme, dans une société industrielle comme la France de 1962, consiste à mettre démocratiquement au service de tous les richesses créées par la technique moderne; à démocratiser le pouvoir économique en établissant le contrôle des représentants du peuple sur les sources de ce pouvoir économique (propriété et savoir technique); à permettre à tous, par une démocratisation de l'éducation, de participer, le cas échéant, à la gestion de l'économie et, en tout cas, d'accéder à cette nouvelle source de pouvoir économique qu'est la compétence technique. Mais ce socialisme passe par la démocratie.

Laisser abattre le Parlement, c'est préparer une dictature exécutive; c'est aussi donner à la technocratie montante toute la force du secret; c'est lui permettre de se constituer en oligarchie autour du Pouvoir exécutif et, par conséquent, de se réserver, en tant que classe dominante, l'essentiel des bénéfices d'une production accrue.

Prenons garde que, en ne faisant pas tous nos efforts pour empêcher que le « oui » triomphe au référendum, nous ne nous préparions une sorte de monarchie technocratique, fort éloignée de l'authentique socialisme que nous voulons réaliser.

André Hauriou.

DIFFUSEZ

A partir de la semaine prochaine, ce numéro (118) sera à votre disposition au prix de 0,10 NF.

Il est important que sa diffusion soit la plus large possible.

Règlement à la commande.

AMERIQUE LATINE :

UN CONTINENT EN ERUPTION

PARLANT devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président Dorticos a demandé au représentant des Etats-Unis de venir à la tribune donner l'assurance que son gouvernement n'attaquerait pas Cuba.

En réponse, M. Adlai Stevenson précisait : « Le maintien du communisme sur ce continent ne prête pas à négociation ». Puis : « Si en demandant des négociations le gouvernement cubain est sincère, qu'il commence par adopter des mesures pouvant donner confiance aux pays du système interaméricain. La première chose à faire consisterait en une rupture des nombreux liens que Cuba a avec le bloc communiste. »

La violence de ces propos ne pourrait étonner que ceux qui n'ont pas compris l'influence effective que le « castrisme » a pris dans toute l'Amérique latine. Les Etats-Unis n'ont assurément pas tort d'y reconnaître leur principal ennemi. Reste que leur argumentation, indépendamment de ses aspects réservés à la consommation intérieure à la veille des élections américaines, relève de la plus parfaite mauvaise foi et rend peu compte des réalités de l'Amérique du Sud.

L'équilibre est rompu

Pendant plus d'un siècle, les Etats-Unis avaient fait de l'Amérique latine un dominion, qu'ils contrôlaient politiquement et économiquement.

L'histoire de l'ensemble de ces pays n'est pas dépourvue de « prononciamientos » et il paraissait de bon goût à certains d'en faire les éléments d'intrigues d'opérette. « Un riche Péruvien », disait-on, oubliant la masse misérable des péones, des descamisados, qui constituent les 80 p. 100 de la population, au Pérou et ailleurs. Population totalement sous-alimentée, analphabète, hors du monde économique moderne, supportant une exploitation éhontée. Supportant, mais jusqu'à quand ?

Car il est vrai que quelque chose est changé. Les récents mouvements qui se sont produits, en Argentine ou au Brésil, au Pérou ou au Guatemala, ne sont plus que des querelles de clans. Ce qui est en cause maintenant, c'est la libération d'un continent grand comme quatre fois l'Europe, aux ressources naturelles immenses, et dont l'économie est en plein mouvement.

Les Etats-Unis l'ont parfaitement compris qui, en réponse aux mots d'ordre venus de La Havane, ont tenté de faire triompher, à la Conférence de Montevideo, « l'Alliance pour le Progrès ».

On sait que le contenu essentiel de celle-ci consistait à réorganiser, et contrôler l'ensemble des crédits que les Etats-Unis concèdent aux pays de l'Amérique du Sud. Essayant d'éviter le gaspillage et la corruption, l'administration Kennedy entendait consolider la bourgeoisie nationale là où elle existait et tendait à la créer ailleurs. De ce point de vue, il est indispensable de marquer les différences entre des pays comme l'Argentine ou l'Uruguay, aux infrastructures économiques relativement développées, et des pays comme la Bolivie ou le Pérou, qui vivent sur un seul produit national. Sans parler du

Brésil, pays dont l'économie est parfaitement dichotomique, avec des différences de développement aux proportions fantastiques.

Mais en même temps que Kennedy essayait d'imposer cette ligne « médiane », le but central restait d'isoler Cuba et d'obtenir le blocus économique de la petite île. La logique des choses et la sauvegarde de son expérience ont conduit Castro à s'appuyer de plus en plus sur l'U.R.S.S. et les pays du bloc soviétique. Il y a plus que de l'hypocrisie dans les propos de Stevenson de ce fait. Mais il y a aussi l'aven d'une défaite.



Argentine : Eleveur de bestiaux dans une estancia.

L'échec d'une ligne

Les observateurs européens ont du mal à admettre l'influence du phénomène castriste dans tous les événements qui secouent les pays latino-américains.

Il faut pourtant revenir sur les faits. Au moment où Janio Quadros a été déposé, la « question-prétexte » qui était au centre de la discussion tournait autour des relations avec Cuba. Il en fut de même pour Frondizi, à qui les « gorilles » devaient reprocher amèrement d'avoir reçu Che Guevara et de s'être opposé à la rupture des relations avec Castro. Au Pérou, avant le coup d'Etat, cette position n'a cessé d'être au centre des élections présidentielles.

Si bien que l'on assiste à un très curieux paradoxe. La politique américaine qui tend à isoler Castro se voit reprise dans les différents pays par les groupes traditionnellement les plus corrompus et les plus réactionnaires, que « l'Alliance pour le Progrès » prétendait combattre et éliminer.

L'hésitation des Etats-Unis et son appui récent aux légalistes argentins, est la démonstration flagrante de cet état de choses.

En vérité, l'assurance de Castro dans ses déclarations ne vient pas seulement de la solidité de son propre régime. Mais bien de l'appui qu'il sait avoir maintenant dans toute l'Amérique du Sud.

Ce qui ne veut pas dire que les choses soient parfaitement schématiques et aussi claires que les lignes qui précèdent.

Mais ce qu'on ne peut s'empêcher de remarquer pour démentir l'interprétation de l'administration américaine, c'est que, en même temps que le castrisme avance partout, les partis communistes restent squelettiques

et sans audience. Il faut certes faire la part de la répression qui est très vive et pèse lourdement sur tous ces partis. Mais en réalité, malgré le changement récent de leur attitude, et leur sympathie déclarée pour Castro, ces partis payent des années d'opportunisme et de soumission à la stratégie mondiale du stalinisme.

Un monde en ébullition

Bien entendu, il faudrait considérablement nuancer ces remarques. On a trop tendance sans aucun doute à envisager globalement le continent latino-américain. Il faudrait, pays par pays, procéder à une enquête précise et marquer l'originalité de chacun.

Mais les caractéristiques d'ensemble restent les mêmes. Des structures quasi féodales à la campagne. Une industrialisation peu poussée. Une bourgeoisie financière en pleine évolution, peu solide en définitive, traversée de multiples contradictions, accrochée aux basques de l'impérialisme américain, parce que fondamentalement inquiète.

En face, un prolétariat en formation mais aux origines rurales proches. Une paysannerie misérable, mais qui commence à s'éveiller. Indépendamment de l'expérience cubaine, au Brésil et en Argentine de grandes masses ont commencé à bouger, et leur poids a été déterminant dans les crises récentes qui ont marqué ces deux pays.

Les 200 millions de frères dont parle la « Déclaration de la Havane », deviennent une réalité.

Celle-là même que Stevenson voudrait nier dans ses déclarations à l'O.N.U., mais que Dorticos a quelques raisons de rejeter avec ironie.

Christian Guerche.

PIERRE HULIN

rendez-vous
sur la terre

roman

« Un livre comme on en lit peu, un livre qui en fait attendre d'autres ».

ANDRÉ WURMSER (Lettres françaises)

« Un des traits intéressants de ce livre est qu'il évoque la guerre de 14-18 vue par les ouvriers d'usine... du populisme peut-être, mais intelligent ».

ROBERT ESCARPIT (Le Canard Enchaîné)

nrf

EVA

de Joseph LOSEY



Jeanne Moreau et Stanley Baker dans «Eva».

DEVANT l'accueil glacial de la critique qui n'a pas vu dans le dernier film de Losey toutes les implications sociales des précédents (Les Criminels, Temps sans pitié, L'Enquête de l'inspecteur Morgan), le cinéaste a cru bon de s'expliquer sur son œuvre :

« Le film traite du problème de la femme dans le mariage bourgeois. La femme (surtout aux Etats-Unis, mais ailleurs aussi) est encore un problème de minorité tout comme les minorités raciales. Les conflits entre le verbiage de l'émancipation féminine et la non-réalité de fait sèment la confusion chez l'homme aussi bien que chez la femme. C'est pourquoi je considère l'histoire comme sans importance. C'est simplement l'histoire usée, ancienne d'un homme faible et d'une femme corrompue. » (1).

Apparemment, c'est en effet l'histoire d'une femme-démon drainant avec elle, toutes les forces mythiques du mal et tout un complexe culturel qui, de Jérôme Bosch à Gustave Moreau ont fait de la femme le symbole de la perdition.

Plus profondément, « ce film n'est pas une attaque contre les femmes. Il serait plus juste de le décrire comme une attaque contre les hom-

mes ou peut-être contre la bourgeoisie, puisqu'une femme comme Eva, qu'elle soit courtisane, prostituée, ou épouse d'un certain genre, est le produit d'un certain type d'homme. » (1).

C'est bien en effet par la fausse valorisation de la « femme-objet » (tantôt esclave, tantôt idole) que l'homme s'est peu à peu rendu prisonnier de son attitude. N'ayant pas accepté l'égalité des deux sexes il agrandit un gouffre qui lui est fatal, ainsi qu'à la femme ; et la puissance corrosive de l'argent dans une société bourgeoise ne peut que multiplier les fausses valeurs.

Sur le plan de la réalisation, le film pourrait se résumer, à l'instar de Baudelaire, « luxe, désordre et volupté ». Les décors et la photographie sont d'une grande beauté. La mise en scène est efficace à montrer le caractère inauthentique des personnages que l'argent dégrade et amène peu à peu à la déchéance totale.

C'est certainement le film le plus complexe, le plus raffiné de Losey le plus cruel aussi. Losey est allé jusqu'au bout dans la peinture d'un monde faux et déshumanisé.

Pierre Uytterhoeven.

(1) Interview accordée à l'Humanité.

Le bonheur est pour demain de FABIANI

VDICI un film courageux et concret sur le monde ouvrier.

Donc un film exceptionnel, en fonction de la production cinématographique habituelle.

Un jeune bourgeois, Alain, peu doué pour les études, quitte sa famille et, aux abords de Saint-Nazaire, est pris en charge par un ouvrier caréneur qui se prend d'affection pour lui.

Ce jeune homme découvrira d'abord auprès d'une jeune fille un amour passionné. Mais cet amour ne peut se réaliser pleinement que dans la mesure où Alain trouve un travail, un statut d'homme social ; son bonheur est à la fois dans l'accomplissement d'un métier et d'un amour.

Il trouve de l'emploi sur le chantier naval de Saint-Nazaire. Si, naguère, le lancement du paquebot France lui avait donné une ivresse pleine d'admiration, l'autre face de la réalité est plus amère : le travail ouvrier est un travail morcelé, humiliant ; plein d'idéal et ne pouvant supporter cette condition, Alain quitte son travail. Geste individuel, peut-être, mais qui sous-entend d'autres prises de conscience, d'autres révoltes identiques. « Si tout le monde faisait comme moi, ça ferait un grand silence. »

Le sens implicite et révolutionnaire de la grève éclate ici, à travers une sensibilité non émoussée par la résignation et l'habitude des autres travailleurs.

A deux pas du suicide, Alain repart sur le dur chemin de la vie et de la lutte, aidé en cela par son futur



beau-père qui est professeur. L'intelligence des personnages est prodigieuse, en ce sens qu'elle est simple, humaine, adaptée aux réalités de la vie. Le progressisme du professeur devant le problème sexuel va de pair avec son mépris de la philosophie. Il adhère pleinement à la révolte du jeune Alain, qui me fait penser, à un autre niveau, à celle de Paul Nizan : le même dédain pour la famille bourgeoise, le même sentiment d'indignation sur cette « vie que l'on perd à gagner son pain ».

Ce film nous ordonne le respect de l'homme et non le respect du pain.

Le respect aussi de la culture dont la force révolutionnaire est évidente.

A l'opposé d'un cinéma artificiel et confortable, voici un film qui dérange parce que les problèmes de notre temps sont traités d'une façon directe, sans hypocrisie.

Je tiens ce film, avec Quartiers sans soleil, comme un des plus beaux témoignages sur la condition ouvrière. Le film de Fabiani possède un souffle, une âpreté, un humanisme rares. Il faut dire bien haut que Le bonheur est pour demain ouvre la seule voie que le cinéma français doit suivre : celle qui a fait dire à Lénine en 1923 :

« Le cinéma est pour moi le plus grand de tous les arts. »

F. U.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 10 au 16 octobre

**A TRAVERS LE MIROIR
(V. O.)**

STUDIO 43 43, Fg. Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 10 au 16 octobre

**LE BONHEUR EST POUR
DEMAIN**

avec Henri CROLLA

Permanent tous les jours de 14 à 24 h.

Le Congrès National renvoyé

Le Comité politique national, réuni à Paris les 6 et 7 octobre, a décidé qu'en raison des événements actuels, le Congrès national, initialement fixé aux 1^{er}, 2, 3 et 4 novembre, serait renvoyé à la deuxième semaine de janvier.

En conséquence, nous interrompons la publication de la tribune de discussion que nous avions annoncée à notre précédent numéro. Elle sera évidemment reprise en temps opportun.

Sous-Commission du Spectacle

En marge de la préparation du Congrès, la sous-commission « Spectacles » du P.S.U. a voté la motion suivante :

Parallèlement à la lutte tendant à restreindre la durée du travail et dans la perspective d'une intensification de la mécanisation, les problèmes de Culture et de Loisirs prennent une importance croissante. Aussi s'est-il créé, en mars 1962, une sous-commission Spectacles qui, dans les domaines du cinéma, de la musique, des variétés, de la radio, de la télévision, etc., se propose de présenter aux instances du parti, en liaison avec la sous-commission de la Presse et de la Commission de l'Enseignement,

un programme socialiste de la Culture comportant notamment les objectifs suivants :

- Décentralisation ;
- Education des enfants et des masses ;
- Démocratisation ;
- Libération des emprises financières et publicitaires.

La sous-commission Spectacles attire l'attention du Congrès sur le fait qu'une des formes essentielles du combat contre l'aliénation capitaliste est la lutte pour la libération de la Culture.

Sinistrés de Catalogne

La Ligue Française de l'Enseignement a décidé de verser une somme de 10.000 NF au profit des sinistrés de Catalogne.

NECROLOGIE

Nous avons le regret d'annoncer la mort de notre camarade Paul Luciani, avocat à la Cour.

Les obsèques ont eu lieu le 6 octobre en présence de nombreux membres du parti.

Au nom du parti et de Tribune Socialiste, nous adressons nos condoléances à la famille de Paul Luciani.

PETITES ANNONCES

« Adhér. P.S.U., 27 ans, journal-stagiaire, dipl. sup. ét. économ. et comm., angl., all., it. court., spécial. : presse, propag., édit., public., relat. extér., ét. économ., cherche sit. tout pays même A.F.N. »

PRENEZ NOTE...

A l'occasion des campagnes pour le référendum et les élections législatives, « Tribune Socialiste » éditera plusieurs numéros spéciaux. Nous demandons dès maintenant à nos camarades de prendre toutes dispositions

nécessaires pour organiser la plus large diffusion possible.

Ils peuvent sans tarder passer leurs commandes pour le numéro 120 (premier numéro de la série axé sur le référendum) daté du 27 octobre.

La Crise à Saint-Dizier

Nous avons relaté la semaine dernière la crise qui sévit actuellement à l'International Hawester France de Saint-Dizier, crise qui se traduit par une nouvelle menace de licenciement de 120 travailleurs sur les 2.500 qu'elle emploie.

Nous annonçons également un meeting pour le 1er octobre. Ce meeting a permis aux orateurs, représentants des syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C., tant de l'entreprise que des Unions départementales, de préciser les données du problème devant un public relativement nombreux. L'usine de Saint-Dizier est, paraît-il, en difficulté. Mais les délégués de la C.G.T. n'ont pas manqué de souligner que le capital du trust était passé de 1 à 12 milliards en dix ans, que de massifs investissements nouveaux venaient d'être effectués, que le chiffre de bénéfices avoués se montait à 1 milliard par an et que la direction tentait de monter une nouvelle usine en Moselle.

F.O., pour sa part, se féliciterait de l'appui trouvé auprès des organisations constitutives du « Comité de défense des salariés de l'I.H.F. » et dont la fermeté et la promptitude avaient permis de réduire de 300 à 120 le nombre de licenciements envisagés.

Quant à la C.F.T.C., elle rappelait à l'urgence la nécessité de la création de 500 emplois nouveaux et dénonçait les retards apportés à la réalisation de cette zone industrielle, dont M. Pisani avait fait grand bruit il y a déjà quelque temps.

Enfin tout mettait l'accent sur la nécessité de s'opposer aux licenciements qui ne manqueraient pas d'avoir d'importantes répercussions sur l'ensemble de l'économie locale, tel était l'avis général.

Le meeting était sur le point de se terminer lorsque M. Cartier, conseiller général, communiste, réclama la

parole pour les élus. Manœuvre regrettable et pour le moins maladroite. En effet, M. Hanin, député indépendant, qui n'attendait que cette occasion, entonna à nouveau le refrain de « La défense de l'homme » et du « surtout pas de politique », s'appliquant à faire vibrer la corde sentimentale, ce qui lui permit, lui, représentant des exploités, de remporter un succès non contestable auprès des exploités que ses semblables menacent de jeter à la rue. Et quand M. Cartier prit la parole au nom du P.C.F. et pas seulement en tant qu'élu, des sièges se vidèrent de leurs occupants.

A la suite de ces interventions imprévues une vive discussion s'engagea à la sortie entre les diverses organisations politiques et syndicales. Nous demandons pour notre part : quel avantage les ouvriers de l'I.H.F. peuvent-ils tirer d'une telle attitude ? Une seule : la dislocation du « Comité de défense ».

Nous apprenons d'autre part que les autorités locales et nationales reprennent l'étude de l'implantation de nouvelles industries, solution à long terme. Là encore les perspectives n'ont rien de réconfortant, M. Génin, secrétaire général de Comité d'expansion de la Haute-Marne, a en effet déclaré : « Les industriels conserveront en dernier ressort la liberté absolue de leurs décisions et rien ne peut les obliger à venir s'installer dans telle ou telle région ». A part cela, M. Hanin, le problème est essentiellement humain.

Enfin, une délégation a demandé à être reçue par les ministres du Travail et de l'Industrie. Le gouvernement renversé, qu'elle sera l'efficacité d'un telle démarche ? Il semble que les syndicats devront dès maintenant rechercher d'autres moyens d'action. Quant aux travailleurs ils auront bientôt l'occasion d'exprimer leur mécontentement.

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles ces 2 splendides volumes de VICTOR HUGO ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES et ROMANS COMPLÈTS



L'œuvre de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et par son rayonnement politique, l'Histoire tout court.

Et d'abord, son œuvre poétique, unique par son ampleur — 153.873 vers — et par sa prodigieuse variété qui en font un monument unique de notre littérature, mais qui était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des Matières de 34 pages.

Ce volume : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21 x 27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter — car le tirage est en voie d'épuisement — des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire encore bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service Littéraire (la Librairie-Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris) le bon de commande ci-dessous. Ils recevront immédiatement, franco à domicile, les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo sans rien avoir à payer d'avance. Ils pourront également, s'ils le désirent, souscrire, dès maintenant, au second volume actuellement sous presse et présenté avec le même luxe : LES ROMANS

COMPLÈTS DE VICTOR HUGO, à paraître en décembre.

Ce volume comprendra non seulement tous les romans de Victor Hugo dans leur texte intégral, mais en outre certaines ébauches inédites ou introuvables (par exemple *Les Misères*, première version des « Misérables »), de nombreuses illustrations dessinées par Victor Hugo lui-même, etc.

Malgré les hausses, ce volume sera offert à nos lecteurs au même prix que les Œuvres Poétiques, mais en outre, ils pourront bénéficier d'une réduction de 10 % dans les conditions stipulées ci-contre et en remplissant la deuxième partie du bon ci-dessous. Mais qu'ils se hâtent car la souscription sera close très prochainement !

PRIX SPÉCIAL de chaque ouvrage

pour les lecteurs de « Tribune Socialiste » (France métropolitaine)

13,50 NF par mois (en 10 versements) ou 120 NF comptant (en 1 ou 3 versements)

PRIX de souscription immédiate pour LES ROMANS COMPLÈTS (à paraître en décembre), réduction exceptionnelle de 10 %, soit 9 versements de 13,50 NF au lieu de 10, le premier à la souscription, les 8 autres mensuellement après la livraison du volume ou 108 NF comptant (13,50 NF à la souscription, le solde, soit 94,50 NF, après la livraison, en 1 ou 3 versements).

BON à adresser à la Librairie-Pilote (Service littéraire de « Tribune Socialiste », 30, rue de Grenelle, Paris-7^e). (Si vous ne désirez commander qu'un des deux volumes, biffer le paragraphe qui concerne l'autre.)

1. — Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo que je réglerai en 1 ♦ 3 ♦ 10 versements.

2. — Je souscris aux Romans Complètes de Victor Hugo. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de Librairie-Pilote ♦ chèque bancaire ♦ chèque postal à votre compte n° 13.905-31 Paris ♦ mandat de 13,50 NF. Ce versement me donnant droit à une réduction de 10 %, je réglerai le solde après livraison en 1 ♦ 3 ♦ 8 versements.

Nom Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire :

Signature :

A U cours de ses réunions des 6 et 7 octobre, le Comité Politique National du P.S.U. a procédé à un examen de la situation politique et déterminé les positions du parti en face de cette situation. Il a précisé sa tactique

pour la double bataille des référendums et des élections législatives.

Le P.S.U., fidèle à ses positions antérieures, estime que la meilleure chance de faire échec aux tentatives plébiscitaires de de Gaulle est de réaliser l'union de toutes les forces se réclamant de la démocratie et du socialisme.

C'est dans cet esprit qu'il a adressé aux organisations qui représentent ces forces, partis politiques et syndicats, la lettre que l'on trouvera ci-dessous, à laquelle se trouve joint le schéma sommaire de ce que le P.S.U. propose comme programme pour cette coalition. Nous publions également ce texte.

Lettre aux organisations de gauche

LA décision prise par le général de Gaulle d'accentuer le caractère monarchique et plébiscitaire du régime qu'il a instauré au lendemain du coup de force de mai 1958 ouvre la voie à une nouvelle série de crises politiques, et ces crises risquent de faire bientôt réapparaître des dangers de guerre civile.

Le rejet du projet de révision constitutionnelle porterait sans doute un sérieux coup d'arrêt à cette évolution. C'est pourquoi il nous faut lutter avec acharnement pour la victoire du « Non » le 28 octobre prochain. Chacun comprend cependant que la perspective de cette victoire doit être liée à celle d'un changement du régime lui-même. Pour combattre efficacement le pouvoir personnel, il faut montrer quelle peut être la solution démocratique de la crise.

La formule d'union nationale ne saurait apporter cette solution. L'Union nationale représente, en effet, le regroupement provisoire et fragile d'éléments profondément antagonistes : elle est incapable de promouvoir une politique constructive. La confusion qu'elle implique ne peut servir que les hommes politiques réactionnaires qui maintiennent une attitude ambiguë à l'égard du système gaulliste et dont beaucoup ont conservé d'inquiétantes liaisons avec les

gens de l'O.A.S. et les activistes de l'armée.

Dans le moins mauvais des cas, la formule d'union nationale équivaut à un simple aménagement du régime dans le sens d'une restauration partielle de la situation qui existait en 1958 et qui a conduit à l'effondrement de la IV^e République. Or l'idée de ce retour au passé est profondément et justement impopulaire dans le pays. La majorité des travailleurs et la quasi-totalité de la jeunesse refusent d'être à nouveau les dupes de combinaisons marquées, au départ, du signe de l'échec et de l'impuissance. C'est sur cette réaction que compte d'ailleurs le régime pour développer ses manœuvres de diversion.

Nous ne pouvons déjouer ces manœuvres qu'en montrant que notre combat débouche sur une transformation profonde des structures économiques et politiques actuelles. L'indifférence apparente d'une grande partie de la population à l'égard des luttes politiques traditionnelles recouvre, en fait, des aspirations très vives à un changement de ses conditions de vie correspondant aux données techniques de notre époque. Les récentes poussées revendicatives en témoignent comme en témoignent aussi les tentatives démagogiques faites par le pouvoir pour canaliser ces aspirations à son profit.

Nous sommes persuadés que si, au lieu de se battre sur des objectifs routiniers et étriqués, les organisations populaires faisaient apparaître dans toute leur ampleur l'ensemble des transformations qui sont devenues aujourd'hui possibles en France, les masses seraient galvanisées et comprendraient beaucoup plus facilement la nécessité de chercher sur le terrain politique la solution des problèmes qu'elles se posent. Les conditions de la transition vers une démocratie nouvelle, c'est-à-dire, dans notre esprit, vers une démocratie socialiste, se trouveraient alors sur le point d'être réalisées.

Nous n'ignorons évidemment pas les obstacles qui s'opposent à une pareille évolution et, en premier lieu, ceux qui résultent de la division du mouvement ouvrier. Mais nous pensons que si nous n'entreprenions pas dans les semaines qui viennent un effort résolu et audacieux pour surmonter ces obstacles, nous porterions une terrible responsabilité devant notre peuple, car nous le condamnerions à subir la loi des forces réactionnaires et nous l'exposerions aux pires aventures.

C'est pourquoi le comité politique national du P.S.U. vous fait, dès aujourd'hui, les trois propositions suivantes :

1^o Nous vous proposons de mener la

bataille du référendum avec des mots d'ordre qui écartent toute perspective d'union nationale. Ces mots d'ordre pourraient être : « Contre la monarchie gaulliste, contre le retour du passé, pour une démocratie nouvelle. »

2^o Nous vous proposons, face à la division de la droite, de réaliser dans le plus grand nombre possible de circonscriptions, et dès le premier tour, la candidature unique de l'opposition de gauche. Nous souhaitons que de telles candidatures soient, dans toute la mesure du possible, déterminées en accord avec les organisations syndicales locales et départementales.

3^o Nous vous proposons enfin d'ouvrir entre nous, et sous des formes à déterminer, un débat sur le programme de la démocratie nouvelle et sur les formes du Pouvoir qui devra être établi. C'est dans ce but que nous vous soumettons un certain nombre de points qui pourraient être au centre de cette discussion (voir note jointe : « Eléments du programme »).

Cette lettre a été adressée aux organisations suivantes :

P.C., S.F.L.O., C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., F.E.N., S.N.I., U.N.E.F., Ligue de l'Enseignement, C.N.A.L., Ligue des Droits de l'Homme, Centre National des Jeunes Agriculteurs.

Eléments du Programme

A. — POUR L'INSTAURATION D'UNE DEMOCRATIE NOUVELLE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

1 METTRE EN PLACE DES INSTITUTIONS NOUVELLES :

— pour des choix clairs dans des domaines économiques et politiques notamment sur les grandes options du plan ;

— pour un contrôle réel sur le pouvoir par :

• une Assemblée politique élue au suffrage universel ;

• une Assemblée économique et sociale composée dans sa grande majorité de représentants des travailleurs des

villes et des campagnes, remplaçant le Sénat ;

• un gouvernement responsable devant l'Assemblée politique, dont la durée coïncide avec celle de cette dernière, tout conflit irresolvable entre eux étant arbitré par le suffrage universel ;

• des Assemblées politiques et économiques régionales et locales pour développer la nécessaire décentralisation politique et économique.

2 PROMOUVOIR UNE VERITABLE DEMOCRATIE ECONOMIQUE ET SOCIALE :

— par la nationalisation sous contrôle économique des grands pôles de domination économique et financière ;

— par l'instauration d'une véritable planification, démocratique et décentralisée ;

— par l'instauration d'un véritable pouvoir de contrôle économique et financier, des représentants des travailleurs sur les entreprises ;

— par la réforme profonde des structures foncières permettant une agriculture de groupe et une gestion coopérative des moyens de production par les agriculteurs eux-mêmes ;

— par la reconnaissance et l'application du droit au logement impliquant la création d'un Service national de l'Habitat et une lutte intransigeante contre la spéculation foncière par la municipalisation du sol ;

— par l'établissement d'un service public laïque à gestion tripartite et la mise en place d'une véritable démoc-

ratization de l'enseignement (gratuité des fournitures, présalaire étudiant).

3 S'ATTACHER AUX FONDEMENTS AUTORITAIRES DU REGIME :

— Par la dissolution des corps militaires spéciaux (Légion, parachutistes, etc.) et par la réorganisation des pouvoirs de police ;

— par la suppression des tribunaux militaires et des tribunaux d'exception ;

— par la diminution massive des charges militaires et notamment par la suppression des dépenses entraînées par la force de frappe gaulliste ;

— par l'établissement d'un contrôle démocratique sur la radio et les moyens d'information étatisés.

B. — POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS POPULAIRES

— pour une politique d'amélioration et d'égalisation des revenus ;

— pour la réduction de la durée de travail (40 heures) ;

— pour la suppression des abattements de zone ;

— pour la généralisation du salaire mensuel garanti ;

— pour la généralisation des retraites complémentaires ;

— pour l'instauration d'une véritable politique de la jeunesse assurant à tous les jeunes leurs droits au travail, à la culture, aux loisirs et aux sports.

(A la demande d'Edouard Depreux, le C.F.N. engage vivement les Fédérations à mettre l'accent sur la lutte contre l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins guerrières.)

Manifeste du P.S.U.

POUR EN FINIR AVEC LE SYSTÈME GAULLISTE

UNE nouvelle crise secoue le système gaulliste, le système des putschs et des complots.

Destructeur de toutes les garanties démocratiques, incapable de résoudre les grands problèmes de structure qui se posent à une nation moderne et de satisfaire aux aspirations des salariés et de la paysannerie travaillante, le régime du 13 mai s'est condamné à l'instabilité, à l'arbitraire et à la confusion. Il ne peut déboucher que sur l'aventure et le coup d'Etat.

Il faut en finir avec ce système.

IL FAUT DIRE « NON » A DE GAULLE.

Mais il faut préparer l'avenir et l'avenir doit appartenir au peuple. Le peuple ne s'en remettra pas aux hommes du passé, à ceux qui ont si longtemps soutenu de Gaulle, à des coalitions de partis qui ont tant de fois trahi nos espérances.

Comment les travailleurs ne seraient-ils pas désorientés, par l'alliance de partis de gauche avec les éléments réactionnaires et les fascistes de l'O.A.S.

Au-delà des convulsions du gaullisme et des parades politiciennes, au-delà des manœuvres d'une fraction de la bourgeoisie qui abandonne le clan gaulliste, c'est pour une démocratie nouvelle, ouvrant la voie à des structures socialistes, qu'il faut dès maintenant engager le combat.

Parti nouveau, Parti de la jeunesse et de l'avenir, opposant de toujours au régime du 13 mai, à tous les « Oui » des référendums successifs, artisan persévérant de l'unité des forces démocratiques et syndicales, c'est à ce combat que le *Parti Socialiste Unifié* vous appelle. Nous sommes au

début d'une longue crise, d'une dure épreuve où vont s'opposer les solutions réactionnaires et la voie de l'avenir. Elle ne se réglera pas seulement par des bulletins de vote et des combinaisons parlementaires.

Que s'unissent les partis et groupements de gauche se réclamant du Socialisme, les organisations syndicales ouvrières, paysannes, universitaires, étudiantes, pour le NON au référendum, pour le programme de la démocratie nouvelle, d'un programme qui réponde aux besoins des salariés, de la paysannerie travaillante, de la jeunesse :

— pour des candidatures uniques soutenues par les organisations démocratiques et syndicales, à l'exclusion de toute combinaison d'union nationale ;

— pour un gouvernement de contrat basé sur les organisations populaires et syndicales en vue de la réalisation immédiate du programme de « démocratie nouvelle » ;

— contre toute collusion avec les éléments réactionnaires, hier et demain encore complices de de Gaulle.

Que soit prévue et dès maintenant organisée la riposte à toute tentative de coup de force de de Gaulle ou des groupes militaro-fascistes.

Le choix n'est pas entre la V^e et la IV^e République, ni entre deux clans réactionnaires provisoirement divisés. Il est entre la dictature personnelle, entre les échecs et les mensonges des partisans du retour à la IV^e République et la démocratie réelle, assurant à ceux qui travaillent le bénéfice des progrès économiques et techniques.

Paris, le 7 octobre 1962.